

2 Politique

Dialogue politique

Début des consultations officielles aujourd'hui

Juste KOMBILE MOUS-
SAVOU

Libreville/Gabon

Elles devraient être menées par le chef du gouvernement, qui s'est récemment dit bien déterminé à matérialiser l'ambition du président de la République.

SI l'on s'en tient aux propos tenus par le Premier ministre, Franck-Emmanuel Isoze Ngondet, jeudi dernier, à l'Assemblée nationale, lors de sa Déclaration de politique générale, c'est aujourd'hui qu'il devrait entamer les consultations officielles devant conduire au dialogue politique voulu par le président de la République.

Sans présager de leur nature, il y a fort à parier que celles-ci devraient être aussi larges que possible d'autant plus que, dans son allocution d'investiture prononcée, le 27 septembre dernier, au palais de la présidence de la République, le chef de l'Etat avait clairement appelé toutes les forces vives de la Nation à prendre part à ce

conclave de manière à discuter, sans tabou, ni soupçon, de tous les aspects touchant à la vie de notre pays de façon "à moderniser et à refonder notre Constitution afin de construire des institutions encore plus fortes, plus ancrées dans nos valeurs, et davantage au service du développement".

Il va sans dire que la démarche du chef du gouvernement devrait s'adresser, au premier chef, à tous les acteurs politiques et membres de la société civile qui se sont déclarés ouvertement hostiles à l'initiative du chef de l'Etat. Un camp du refus constitué essentiellement des partisans et soutiens de Jean Ping, arrivé second à la dernière élection présidentielle avec un score de 47,60%.

Le Premier ministre devra déployer ses talents de négociateur, pour les amener à saisir le bien-fondé de l'ambition présidentielle et surtout réussir à les convaincre que les décisions qui en découleront seront effectivement appliquées dans le sens et la volonté de consolider uniquement et seulement la démocratie, donc l'Etat

de droit dans notre pays. A voir et à entendre les positions des membres du camp du refus, la tâche du chef du gouvernement et de son ministre chargé du Dialogue politique, Francis Nkea, ne s'annonce pas des plus aisées. Un échec de leur part déboucherait, selon certains, vers un dialogue politique a minima. Une éventualité dont le Premier ministre est bien conscient. Aussi, vendredi dernier, devant la Représentation nationale, Isoze Ngondet a-t-il lancé : " *Personne n'a besoin de se renier pour se rassembler. La seule exigence, c'est l'amour du Gabon (...). Les enjeux sont plus importants que ce qui nous sépare. Notre bien commun vaut bien cet effort* " ? Où encore, lorsque quelques jours avant lui, le leader du Bloc démocratique chrétien (BDC), Guy-Christian Mavioga, clamait, au cours d'un point-pressé : " *Discuter avec les 0% qui dansent au rythme du ventre, c'est bien. Dialoguer avec les 47% qui s'opposent à nous, c'est encore mieux* " ?

PRÉALABLES • Quoiqu'il en soit, plusieurs person-

nalités politiques de l'opposition se sont déjà déclarées favorables au dialogue politique. Notamment le président de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemzeo' Obiang, les vice-présidents de l'Union nationale (UN), Mike Steeve Jocktane et Estelle Ondo.

Toutefois, s'agissant spécifiquement du premier cité, il subordonne sa participation ainsi que celle de ses partisans à la satisfaction d'un certain nombre de préalables : les assises doivent être placées sous l'égide de la communauté internationale — Onu, Union européenne, Union africaine — Sa probable rencontre avec le chef du gouvernement devrait lui permettre de clarifier cette position et, pourquoi pas, aboutir à un compromis. Ce qui ne semble pas être le cas des présidents du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, et du Parti de la démocratie sociale (PDS), Me Séraphin Ndaot Rembogo, tous deux pleinement convaincus de la pertinence du dialogue politique. Avec, tout naturellement, les représen-



Photo : D.R

Le Premier ministre annonçant, à l'Assemblée nationale, le début des consultations officielles pour aujourd'hui.

tants des partis membres de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Dans tous les cas, ce ne serait pas la première fois, dans l'histoire de notre pays, que la classe politique se retrouve pour essayer de trouver, ensemble, les voies et moyens de consolider et d'améliorer le fonctionnement de notre démocratie. Il en a été ainsi en 1994 au moment des Accords de Paris et, en 2006, lors des Accords d'Arambo. Sauf que, à la différence de ces deux joutes politiques, il est fort probable que le dialogue national sans tabou se dé-

roule sous les auspices de la communauté internationale, gage selon certains de la neutralité des débats et de l'applicabilité des décisions qui en découleront. De même, la société civile devrait être partie prenante.

A cet égard, le chef du gouvernement a, semble-t-il, donné certaines indications dans son allocution susmentionnée, lorsqu'il a fait remarquer aux députés qu'il fallait désormais prendre en compte, dans la gouvernance de nos institutions, "l'émergence sur la scène politique nationale de la société civile, des femmes et des jeunes".